



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture



©FAO Haïti

INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT INTEGRÉ POUR HAÏTI – INITIATIVE MAIN DANS LA MAIN

Janvier 2025

ODD:



Pays:

Haïti

Code du projet:

TCP/HAI/3802

Contribution de la FAO:

500 000 USD

Période de mise en œuvre:

1^{er} janvier 2021–30 décembre 2023

Contact:

Représentation de la FAO en Haïti
FAO-HT@fao.org

Partenaires

Alliance pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (PROSAN); Ayitika; Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA); Direction départementale agricole du Sud Est; Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR); Organisations communautaires de base (OCB); Unité de statistique agricole et informatique (USAI).

Bénéficiaires

Associations de femme; Ménages et femmes vivant en milieu rural.

Contribution au Cadre de programmation par pays (CPP)

Domaine prioritaire 1: Renforcement de la capacité institutionnelle pour la protection de l'environnement et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN). Résultat 6.1.1: Les systèmes d'information du SAN sont fonctionnels et intégrés. Résultat 6.1.2: Les institutions publiques sélectionnées sont dotées d'un personnel formé et d'outils efficaces pour mener à bien leurs mandats dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Domaine prioritaire 2: Développement des filières agricoles. Résultat 6.2.2: La capacité opérationnelle des acteurs publics et privés est renforcée pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité des produits agricoles, d'élevage et de pêche. Résultat 6.2.3: La qualité, la sécurité et la valeur ajoutée de certains produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche sont améliorées. Résultat 6.2.4: La capacité du système alimentaire local est améliorée et les acteurs des chaînes de valeur sélectionnées sont structurés et renforcés pour un meilleur accès au marché. Résultat 6.2.5: Les paysages terrestres et marins sont gérés suivant une approche territoriale.

Domaine prioritaire 3: Conservation et gestion des ressources naturelles. Résultat 6.3.1: Les systèmes d'information sur les ressources naturelles sont renforcés.

Domaine prioritaire 4: Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles et aux crises alimentaires. Résultat 6.4.2: Les capacités sont renforcées pour une meilleure préparation pour améliorer la réponse et le redressement face aux aléas et catastrophes qui impactent le secteur agricole et la sécurité alimentaire.



DESCRIPTION DU PROJET

Haïti peine à produire suffisamment pour nourrir sa population, avec près des deux tiers des habitants dépendant d'une agriculture de subsistance orientée vers le marché local et axée sur les cultures de base. Bien que l'agriculture soit un levier essentiel pour renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles et aux fragilités économiques, l'approche actuelle du développement rural reste trop fragmentée pour engager un véritable changement. Les petites exploitations agricoles, majoritairement inférieures à 1,3 hectares, sont confrontées à des difficultés majeures liées à la production, au stockage, à l'accès aux routes et aux crédits. De plus, la déforestation massive, en grande partie due à des pratiques agricoles non durables, aggrave la situation.

La compréhension des dimensions biophysiques, économiques et sociales de l'environnement dans lequel se déroulent l'agriculture et les investissements agricoles en Haïti nécessite une approche combinant des outils d'analyse économique, statistique et spatiale. Cette approche doit relier le potentiel agricole aux critères basés sur les besoins, en intégrant les données agroécologiques et sur la pauvreté, tout en tenant compte des populations rurales vulnérables. Elle doit également proposer des réponses pour atténuer et surmonter les effets des crises, des chocs et des risques naturels. De plus, pour que les investissements dans l'innovation agricole soient durables, les gains de productivité au niveau des exploitations doivent se traduire par des revenus plus élevés et une amélioration des moyens de subsistance.

Face à ces défis, le Gouvernement haïtien a sollicité l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'introduction de l'Initiative Main dans la main, qui vise à répondre à ces enjeux en évaluant le potentiel et l'efficacité du secteur agricole. Cette initiative s'appuie sur la théorie de la production appliquée à l'agriculture, en intégrant des informations agroécologiques, des données sur la pauvreté, le marché et les exploitations agricoles. Elle utilise des outils de modélisation et des analyses géospatiales pour identifier les meilleures opportunités permettant d'augmenter les revenus, tout en réduisant les inégalités et les vulnérabilités des populations rurales.

Cet appui s'est concrétisé à travers le présent projet, dont l'objectif principal a été de contribuer à combler le déficit alimentaire, soutenir le développement économique, lutter contre la malnutrition, et réduire l'impact environnemental.



La FAO possède une vaste expérience en matière de collaboration avec les partenaires de développement, les autorités nationales et le secteur privé, afin de mieux orienter les investissements et mettre en place des politiques adaptées pour exploiter pleinement le potentiel du développement agricole en Haïti. Cet engagement continue vise à aider les acteurs à cibler plus efficacement les populations les plus pauvres et vulnérables, à identifier les zones agricoles à fort potentiel, en tenant compte des multiples dimensions du système alimentaire, et à établir des partenariats appropriés pour soutenir le développement.

IMPACT

Le projet a initié la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main en Haïti, contribuant ainsi à orienter les politiques de promotion et d'investissement dans les technologies de transformation alimentaire. Ces efforts visaient à combler le déficit alimentaire, à soutenir le développement économique, à réduire la malnutrition et à atténuer l'impact environnemental. Les stratégies mises en place à la suite de ce projet renforceront ainsi le développement des capacités en matière de conservation, de transformation et de stockage des aliments, ce qui améliore la résilience des communautés vulnérables.

Plus spécifiquement, le projet a apporté un appui direct à 17 250 ménages ruraux répartis dans cinq départements du pays, afin de renforcer leur productivité agricole et de promouvoir une gestion optimale des ressources naturelles, tout en mettant l'accent sur la production d'aliments à haute valeur nutritionnelle. Un soutien a également été offert à 1 200 femmes rurales, membres de 15 associations sélectionnées, afin d'accroître leurs revenus grâce à des activités génératrices de revenus durables et rentables. Ces femmes ont été accompagnées dans la production, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits issus de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

Ainsi, ce projet contribue à plusieurs Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 1 (réduction de la pauvreté), l'ODD 2 (faim zéro) et l'ODD 5 (égalité des sexes).

RÉALISATION DES RÉSULTATS

Le projet a permis d'établir l'Alliance pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti (PROSAN), en soutien à l'opérationnalisation de l'Initiative Main dans la main en Haïti.

Cette alliance s'appuie sur une approche partenariale holistique visant à maximiser l'impact des programmes de coopération, en mettant en œuvre des solutions innovantes, en améliorant l'efficacité économique et en favorisant un dialogue intersectoriel constructif. Composée de 13 membres, l'Alliance PROSAN se concentre principalement sur l'amélioration de l'accès et de la disponibilité des denrées alimentaires dans le département du Sud Est. Son objectif est de soutenir et renforcer la production locale en mobilisant des ressources adéquates pour un développement agricole durable, tout en donnant la priorité aux petits exploitants agricoles vulnérables. Ainsi, l'Alliance PROSAN constitue un levier essentiel pour faciliter l'atteinte des objectifs de développement durable inscrits dans la vision de l'Initiative Main dans la main pour Haïti.

Par la suite, pour orienter les investissements et répondre aux besoins de stratégies d'investissement différenciées, les données agroécologiques et les informations sur la pauvreté disponibles ont été modélisées afin de développer une typologie des microrégions agricoles. Cette typologie repose sur trois facteurs clés: i) l'urgence de l'intervention, mesurée par le niveau de pauvreté; ii) le potentiel agricole de la région, fondé sur une estimation de ce potentiel; iii) l'efficacité de la production agricole, évaluée par l'écart entre la production actuelle et le potentiel de la région. Ainsi, cette typologie intègre des critères d'efficacité productive, des liens avec les marchés et la génération de revenus, ainsi que des interactions géographiques et des obstacles rencontrés par les ménages ruraux. Cette analyse a permis de prioriser le département du Sud Est comme premier territoire pour la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main.

À partir de ces données et de la classification typologique, une stratégie de développement agricole et rural, abordant les causes structurelles de la pauvreté dans le Sud Est, a été développée. En coordination avec la Direction départementale agricole du Sud Est (DDA-SE) et en consultation avec d'autres acteurs clés des communes et des sections communales, les chaînes de valeur de l'igname et du café ont été sélectionnées en fonction de leur potentiel à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que le revenu et la résilience des ménages.

Deux plans d'investissements ont ainsi été élaborés pour l'igname et le café, qui ont été présentés lors de deux forums d'investissement de l'Initiative Main dans la main, qui se sont tenus à Rome en octobre 2022 et 2023.

Enfin, les capacités techniques du Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), tant au niveau central que départemental, ont été renforcées, et 1 200 femmes rurales, ont bénéficié de formations en leadership et en gestion des groupes de producteurs. La mise en œuvre du projet a permis de collaborer de manière coordonnée avec les principaux acteurs du secteur agricole, notamment la DDA-SE, des organisations non gouvernementales (ONG) locales, des agriculteurs, des organisations communautaires de base (OCB) et les autorités locales.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE TRAVAIL ET DU BUDGET

Les troubles sociopolitiques qu'a connus le pays ont eu un impact significatif sur la situation sécuritaire et ont entraîné un ralentissement de certaines activités du projet. En particulier, une mission technique d'expert international, prévue pour assurer la coordination avec l'Initiative Main dans la main, n'a pas pu être réalisée en raison de la détérioration de la sécurité.

Pour faire face à ces défis, le projet a été prolongé à plusieurs reprises. Cependant, certaines actions n'ont pas pu être réalisées, notamment l'analyse sectorielle et la cartographie des parties prenantes, ainsi que la formation de formateurs sur le concept de champ-école affaire (CEA) destinée au personnel du MARNDR dans les départements. Malgré cela, les activités réalisées sont restées conformes au budget initialement prévu.

MESURES DE SUIVI À L'ATTENTION DU GOUVERNEMENT

Pour garantir la pérennité et la durabilité des acquis du projet, il est essentiel de poursuivre certaines actions et activités. En particulier, des ressources additionnelles doivent être mobilisées afin d'élaborer un cadre national d'investissement axé sur le développement agricole et rural, prenant en compte les besoins en biens publics (infrastructures, routes, technologies et connectivité) et permettant d'identifier des mécanismes de financement adaptés.

Par ailleurs, l'agriculture en Haïti étant fragmentée, les investissements requis varient d'une zone à l'autre en fonction du profil des agriculteurs ciblés.

Les disparités économiques régionales dans les zones rurales, liées aux caractéristiques des sols, au climat, aux ressources en eau, à la possession d'actifs, au capital humain, à l'accès aux marchés et aux infrastructures de base, devront être prises en compte pour mieux orienter les investissements. Ainsi, une approche territorialisée est essentielle pour adapter les investissements agricoles.

DURABILITÉ

1. Renforcement des capacités

L'établissement de l'Alliance PROSAN permet d'assurer la durabilité des actions réalisées au cours du projet. Cela se fera notamment par une coordination approfondie entre les acteurs locaux du département, incluant non seulement la FAO, mais également les bailleurs de fonds, les organismes gouvernementaux et les ONG, tant internationales que locales.

Des agents du MARNDR ont été formés sur les techniques de collecte de données et l'approche champ-école des producteurs (CEP), dans le but de renforcer leurs capacités en matière de recherche et de diffusion de nouvelles stratégies de gestion et de solutions techniques.

2. Égalité des genres

Le projet a directement bénéficié à 1 200 femmes membres des associations féminines sélectionnées. De plus, pendant la mise en œuvre du projet, tous les outils, tels que le canevas de collecte des données, le modèle de rapport des partenaires et le cadre du processus de capitalisation des expériences pour l'Alliance PROSAN, intègrent des indicateurs spécifiques au genre.

3. Durabilité environnementale

Tout au long de la mise en œuvre du projet, la dimension environnementale a toujours été mise en avant. L'utilisation de pesticides n'a pas été favorisée; au contraire, des bonnes pratiques agricoles liées à la protection de l'environnement, telles que le paillage, l'utilisation d'engrais organiques et les rampes vivantes, ont été testées et promues.





4. Approche fondée sur les droits humains, notamment le droit à l'alimentation et à un travail décent

En soutenant la mise en œuvre de pratiques agricoles durables améliorant la disponibilité alimentaire et augmentant les revenus, le projet a contribué à promouvoir le droit à l'alimentation et au travail décent.

5. Durabilité technologique

Les méthodologies employées pour collecter les données relatives à la typologie des microrégions et la campagne agricole du printemps 2023, développée en synergie avec le projet, ont introduit des innovations. Cependant, tous les acteurs ont pu les maîtriser aisément grâce aux formations, aux sensibilisations et au suivi effectué pour garantir leur bonne application.

6. Durabilité économique

Afin de renforcer la durabilité économique des actions du projet, environ 1,2 million d'USD a été mobilisé par l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID) pour soutenir les actions développées dans le cadre de l'Alliance PROSAN.

DOCUMENTS ET MATÉRIEL DE DIFFUSION

- ❑ **FAO.** 2021. *Document stratégique et de gouvernance de l'Alliance PROSAN*. Port-au-Prince, Haïti.
- ❑ **FAO.** 2022. *Plan d'investissement sur l'igname et le café dans de département du Sud Est*. Port-au-Prince, Haïti.
- ❑ **FAO.** 2023. *Rapport de formation sur les techniques de production d'igname avec les membres de l'Alliance PROSAN*. Port-au-Prince, Haïti.
- ❑ **FAO.** 2023. *Rapport de l'enquête nationale de la production agricole 2023*. Port-au-Prince, Haïti.
- ❑ **FAO.** 2022. *Rapport de typologie des microrégions*. Port-au-Prince, Haïti.
- ❑ **FAO.** 2022. *Rapport diagnostic de l'Alliance PROSAN*. Port-au-Prince, Haïti.



RÉALISATION DES RÉSULTATS – MATRICE DU CADRE LOGIQUE

Impact attendu	Éliminer la pauvreté (SDG 1) et mettre fin à la faim et à l'insécurité alimentaire (SDG 2)	
Résultat	L'initiative Main dans la main est en cours de mise en œuvre et l'Alliance pilote pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti (PROSAN) est établie et renforcée	
	Indicateur (s)	- Nombre d'institutions étatiques (national, département et communal) donateurs, organisations de la société civiles (OSC) et partenaires du développement ayant adopté l'Initiative Main dans la main (Produit 1). - Nombre d'institutions étatiques départemental et communal, donateurs, OSC et partenaires du développement participant à l'Alliance PROSAN dans le cadre de l'initiative Main dans la main. (Produit 1). - Une plateforme de données multidimensionnelle est en usage (Produit 1). - L'approbation et la mise en œuvre d'une stratégie de développement agricole et rural nationale, avec des stratégies départementales (Produit 2). - Le montant des ressources financières mobilisés par l'État et les partenaires internationaux du développement destinés aux programmes de développement agricole et rural (Produit 2). - Un programme de renforcement des capacités du personnel du MARNDR dans la gestion des entreprises rurales ou des entreprises agricoles, continue en 2024 (Produit 3).
	Situation de référence	- 0 - 0 - 0 - N/A - 0
	Objectif final	- 10 - 6 - 1 (en 2024) - 4 (en 2024) - 3 million USD - 1
	Commentaires et mesures de suivi à adopter	L'Alliance PROSAN, créée au cours du projet, est une structure rassemblant divers acteurs nationaux et internationaux, facilitant ainsi la mise en œuvre de l'Initiative Main dans la main. L'approche adoptée dans le cadre de cette initiative doit permettre de répondre de manière plus efficace et efficiente au déficit alimentaire en Haïti, tout en soutenant le développement économique, en ralentissant et en visant à éliminer la malnutrition, ainsi qu'en réduisant l'impact environnemental. Les actions de l'Alliance PROSAN ciblent principalement l'accès à la nourriture et sa disponibilité dans la région du Sud-Est. À la clôture du projet, l'Alliance PROSAN comptait neuf projets en cours d'exécution dans huit communes du Sud-Est, pour un montant global de 7 millions d'euros, financés par l'AECID. En partenariat avec l'Unité de statistique agricole et informatique (USAI) du MARNDR, une Enquête nationale de production agricole (ENPA) a été réalisée pour la campagne de printemps 2023. Les résultats préliminaires de l'enquête révèlent une forte baisse de la production céréalière dans les régions concernées. La production totale des principales céréales, comprenant le maïs, le riz et le sorgho, est estimée à 24 517 tonnes, ce qui représente une diminution significative de 47,74 pour cent par rapport à la campagne de printemps 2021, correspondant à l'avant-dernière enquête de production agricole menée par l'USAI. La production totale des principales légumineuses dans ces régions, au printemps 2023, s'est établie à 13 685 tonnes, soit 5 420 tonnes de moins qu'au printemps 2021. En ce qui concerne les tubercules, leur récolte a atteint 15 975 tonnes à la fin de la campagne de printemps 2023, marquant une nette diminution de 28,74 pour cent par rapport à celle réalisée au printemps 2021, soit deux ans auparavant.

Produit 1	Évaluation des besoins et analyse des programmes et projets en cours et analyse des parties prenantes		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	- Nombre de cartographie des parties prenantes. - Analyse des ensemble de données utilisant le système d'information géographique (SIG) a niveau département du Sud-Est et d'Haïti. - Nombre de projets en cours dans le département du Sud-Est et dans l'ensemble du pays évalué. - Une plateforme de données multidimensionnelle. - Nombre d'alliances pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Haïti.	- 2 - 1 - 6 - 1 - 1	Réalisé
Situation de référence	- 0 - 0 - 0 - 0 - 0		
Commentaires	En collaboration avec le MARNDNR, les ressources nécessaires ont été mobilisées pour obtenir des résultats significatifs à travers les interventions, malgré les défis rencontrés en Haïti durant la mise en œuvre du projet. Toutefois, l'analyse des ensembles de données à l'échelle du département du Sud-Est et du pays via le système d'information géographique (SIG) n'a pas été effectuée.		
Activité 1.1	Recrutement des experts senior agroéconomiste et en développement rural		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Une consultante internationale, un expert agroéconomiste, un expert en suivi-évaluation ainsi qu'un consultant national expérimenté ont été recrutés. Ils ont collaboré étroitement avec le point focal du MARNDNR pour la mise en œuvre des activités.	
Activité 1.2	Mise en place d'une équipe multidisciplinaire		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Un groupe d'experts, a été constitué pour opérationnaliser l'Alliance PROSAN ainsi que l'Initiative Main dans la main. Des documents tels que les termes de référence, le plan de travail, le cadre de gouvernance, le cadre de suivi et d'évaluation, ainsi que le plan de communication ont été élaborés afin d'assurer le bon fonctionnement de l'alliance.	
Activité 1.3	Analyse sectorielle et cartographie des parties prenantes		
	Réalisé	Non	
	Commentaires	Cette activité n'a pas été réalisée en raison des troubles sociopolitiques et de la dégradation de la situation sécuritaire.	
Activité 1.4	Mise en œuvre d'une plateforme de données multidimensionnelle		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Cette plateforme de données multidimensionnelle a été réalisée suite à une étude portant sur la typologie des microregions dans cinq départements du pays.	
Activité 1.5	Établissement d'une alliance pour la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le département du Sud-Est		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	L'Alliance PROSAN a été créée et compte 13 membres: la DDA-SE, la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), la FAO, le Centre d'études et de solidarité avec l'Amérique Latine (CESAL), le Mouvement d'intégration pour la promotion sociale (MIPROS), la Coordination régionale des organisations du Sud-Est (CROSE), la Croix-Rouge Espagnole, ainsi que les ONG Tèt Kole Ti Peyizan, Femme en démocratie (FD), Justicia alimentaria, Solidaridad Internacional, Alternative plus, Alianza por la solidaridad et Foi et joie.	
Activité 1.6	Assurer la cohérence avec la PROSAN et l'Initiative Main dans la main et la mise en œuvre des projets déjà approuvés		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Pour assurer la cohérence des projets de l'Alliance PROSAN, des rencontres stratégiques ont été organisées trimestriellement, et des réunions techniques ont été tenues mensuellement avec les responsables des ONG membres de l'alliance et l'AECID.	

Activité 1.7	En utilisant les mécanismes existants, coordonner les activités avec les donateurs, d'autres organisations internationales, y compris les organisations internationales de financement		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Un mécanisme de coordination a été établi entre la FAO et l'AECID, principal bailleur de l'Alliance PROSAN.	
Produit 2	Une stratégie de développement agricole et rural qui aborde les causes structurelles de la pauvreté		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	- Nombre de stratégies de développement abordant les causes structurelles de la pauvreté élaborées. - Une méthodologie de l'élaboration de stratégies de développement agricole et rural départementaux. - Nombre de stratégie de mobilisation des ressources et de ciblage des investissements pour le développement agricole et rural et des plans pour la réduction de la pauvreté. - Nombre de propositions d'investissement présentées à des partenaires potentiels.	- 2 - 1 - 1 - 15	En partie
Situation de référence	- 0 - 0 - 0 - 0		
Commentaires	Ce produit n'a été que partiellement réalisé: seules deux stratégies d'investissement ont été élaborées, l'une pour l'igname et l'autre pour le café.		
Activité 2.1	Utilisation des données et de la modélisation pour cibler les investissements dans la région sélectionnée		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Un partenaire a été engagé pour réaliser la typologie des microregions agricoles du pays. Cette initiative a permis de préparer des plans d'investissement.	
Activité 2.2	Préparation d'une stratégie de développement agricole et rural national		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	En collaboration avec les membres de l'Alliance PROSAN, un document stratégique pour le développement agricole dans le département a été élaboré et diffusé.	
Activité 2.3	Préparation d'une stratégie de développement agricole et rural pour le département du Sud-Est		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Une stratégie de développement agricole et rural a été développée avec la DDA-SE et les acteurs œuvrant dans le département.	
Activité 2.4	Élaboration d'une méthodologie pour la formulation de stratégies de développement agricole et rural départemental		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Les directions départementales des deux départements sélectionnés, en collaboration avec les parties prenantes et avec leur soutien, ont reçu les outils nécessaires pour élaborer des stratégies de développement agricole et rural à l'échelle départementale.	
Activité 2.5	Renforcement des capacités de fonctionnaires départementaux dans la formulation de stratégies de développement agricole et rural départementaux		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Dix cadres ont été formés au niveau départemental à la réalisation d'études d'évaluation des besoins, servant de fondement à l'élaboration des stratégies départementales.	
Activité 2.6	Préparation des propositions d'investissement pour partenaires potentielles		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	En collaboration avec la DDA-SE, une note d'investissement sur l'igname et le café a été élaborée. Ce document recommande des investissements axés sur l'accès aux intrants, la production et la transformation pour ces deux chaînes de valeur dans le département du Sud-Est, dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire, les opportunités sociales et la résilience face aux changements climatiques. Cette note a été présentée par le gouvernement haïtien lors du Forum d'investissement de l'Initiative Main dans la main, qui s'est tenu à Rome en 2022 et 2023.	

Produit 3	Assistance technique au MARNDR (à niveau central et départementale) pour le renforcement des capacités et des compétences de leadership et de gestion des groupes de producteurs		
	Indicateurs	Objectif	Réalisé
	- Nombre de programmes de renforcement des capacités de gestion des entreprises rurales ou des entreprises agricoles conçus et validés dans des contextes territoriaux. - Nombre de plateformes de dialogue entre le secteur privé et le secteur public pour promouvoir de partenariats dans la formation, l’emploi, et l’achat de produits et d’intrants, pour les petits producteurs agricoles, dans certaines chaînes de valeur sélectionnées. - Nombre de formateurs du MARNDR qui ont eu accès à des programmes ou à des espaces de renforcement des capacités, dans les domaines du développement, de l’innovation et de transfert de connaissances. - Nombre d’accords avec des établissements d’enseignement, des ONG travaillant dans le domaine du développement rural, des centres de promotion rurale, etc. pour la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités. - Nombre de personnel du MARNDR a niveau central et départementale former en leadership et de gestion de groupe de producteurs, l’approche champ-école des producteurs (CEP), et l’approche champ-école affaire (CEA). - Nombre de personnel du MARNDR a niveau central et départementale former en GIS. - Nombre de personnel du MARNDR a niveau central et départementale former en évaluation des besoins et analyse des programmes et projets.	- 1 - 2 - >20 (2 par département) - >10 (1 par département) - 50 (5 cadres par département) - 20 (2 cadres par département) - 20 (2 cadres par département)	Oui
Situation de référence	- 0 - 0 - N/A - N/A - N/A - N/A - N/A		
Commentaires	Tous les objectifs de ce Produit ont été réalisés. Plusieurs formations ont permis de renforcer les capacités de 25 employés du MARNDR.		
Activité 3.1	Conception de modules de formation sur gestion et leadership des groupes de producteurs		
	Réalisé	En partie	
	Commentaires	Des modules et contenus ont été élaborés pour la formation et le développement des capacités en leadership et en gestion des entreprises rurales, ainsi que des coopératives rurales et agricoles, dans les domaines de la production, de la conservation, de la transformation et de la commercialisation. Des consultations ont été menées avec le secteur public, la Chambre de commerce et d’industrie d’Haïti (CCIH), ainsi que d’autres institutions du secteur privé, dans le but de favoriser des partenariats autour de la formation, de l’emploi, et de l’approvisionnement en produits et intrants agricoles pour les petits producteurs, dans certaines chaînes de valeur sélectionnées. Toutefois, la création de plateformes de dialogue entre les secteurs public et privé n’a pas pu aboutir en raison des troubles sociopolitiques et de la détérioration de la situation sécuritaire.	
Activité 3.2	Formation des formateurs en matière de leadership et de gestion de groupe		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	En partenariat avec l’USAI, 25 cadres du MARNDR ont été formés.	
Activité 3.3	Formation des formateurs en développement, d’innovation et de transfert des connaissances		
	Réalisé	Oui	
	Commentaires	Des sessions de formation des formateurs ont été organisées pour 30 personnes sur les stratégies de création d’alliances avec d’autres institutions de développement, d’innovation, ainsi que de transfert de l’éducation et des connaissances, afin d’établir et de renforcer de nouveaux espaces de formation en milieu rural.	

Activité 3.4	Formation du personnel du MARNDR en système d'information géographique (SIG)	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Cette formation a été réalisée dans le cadre de la préparation des activités de collecte de données pour la typologie des micros-régions agricoles.
Activité 3.5	Formation du personnel du MARNDR en en évaluation des besoins et analyse des programmes et projets	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Vingt personnes du MARNDR, soit deux membres du personnel par département, ont été formés à l'évaluation des besoins, à l'analyse des programmes et à l'analyse des données en utilisant le SIG.
Activité 3.6	Formation de formateurs sur CEP pour le personnel du MARNDR au niveau des départements	
	Réalisé	Oui
	Commentaires	Au total, 50 cadres du ministère ont pu prendre part à la formation de formateurs en CEP. Le MARNDR met en œuvre les approches CEP et CEA en étroite collaboration avec les institutions de recherche et les universités nationales, afin d'aider les petits exploitants à adopter des technologies de production, de post-récolte et de transformation durables. Ainsi, à travers ces formations, 17 250 ménages ruraux dans cinq départements du pays verront leur productivité agricole augmenter et amélioreront l'utilisation des ressources naturelles, avec un accent particulier sur la production d'aliments sensibles sur le plan nutritionnel.
Activité 3.7	Formation de formateurs sur CEA pour le personnel du MARNDR au niveau des départements	
	Réalisé	Non
	Commentaires	Cette Activité n'a pas pu être réalisée en raison des contraintes sécuritaires limitant le déplacement des cadres du MARNDR vers les autres départements.

Partenariats et diffusion

Pour plus d'information veuillez contacter: Reporting@fao.org

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome, Italie



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International ([CC BY 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/))